



Conférence de presse JEUDI 23 FEVRIER – 11H

**Bourse du Travail 91 - 12 place des Terrasses de l'Agora Evry
Salle des congrès**

L'intersyndicale de l'Essonne en attente de réponses rapides et sincères du Président du Conseil Départemental.

Le 9 décembre 2016, M. François Durovray, Président du Conseil Départemental de l'Essonne, notifiait de façon unilatérale aux syndicats, par simple courrier, et sans négociations préalables, la nécessité de quitter au 30 juin 2017 la Bourse du Travail départementale située à Evry, conçue pour eux et mise à leur disposition il y a 33 ans.

L'intersyndicale CGT – CFDT – FO – CFTC – CFE-CGC – FSU - UNSA déplore les méthodes cavalières utilisées par le Président du Conseil Départemental et sa majorité vis-à-vis des organisations syndicales qui défendent pourtant au quotidien les droits et les intérêts de centaines de milliers de salariés, de fonctionnaires, de retraités et qui contribuent à l'activité citoyenne sur le territoire essonnien.

Ainsi, dans un article d'*Essonne Info* du 2 février 2017, Monsieur Jérôme Bérenger, conseiller départemental, déclarait : « Nous souhaitons travailler à une solution lorsque les syndicats voudront bien se mettre autour de la table ». Nous ne pouvons que déplorer le caractère totalement fallacieux des allégations de ce Monsieur qui ignore manifestement qu'un courrier a été adressé dès le 12 janvier à M. le Président du Conseil Départemental pour lui demander de nous recevoir (l'ensemble des éléments vous sera communiqué par dossier lors de cette conférence).

A ce jour, celui-ci ne nous a toujours pas proposé de le rencontrer personnellement.

Nous constatons que M. Durovray, en ce qui concerne l'avenir de la Bourse du Travail, ne s'exprime que par des allusions fort nébuleuses dans la presse et ne nous propose de nous rencontrer que par conseiller interposé. C'est une méthode que nous dénonçons d'autant plus vigoureusement que de nombreuses affirmations sont infondées ou non démontrées. Ainsi, des sommes astronomiques sont mises en avant pour justifier l'expulsion des syndicats de la Bourse du Travail (« entre 5 et 6 millions d'euros ») sans qu'aucun devis n'ait été clairement établi : à quels travaux correspondraient ces dépenses ? On ne peut que s'interroger sur le doublement de ce montant par rapport aux estimations de la précédente majorité départementale, correspondant pourtant à une rénovation complète et lourde du bâtiment.

En outre, le Conseil Départemental n'a-t-il pas perçu, en vertu de la garantie décennale, une somme permettant de revenir sur un certain nombre de malfaçons lors de la précédente rénovation (2003) ?

Enfin, en présentant le bâtiment comme « pourri », M. le Président du CD oublie de dire que la grande salle des Congrès, utilisée régulièrement d'ailleurs par le CD 91, a bénéficié d'une rénovation totale en 2012. Les organisations syndicales, tout à fait conscientes que l'argent des contribuables ne doit jamais être gaspillé, ne demandent de toute façon que des travaux minima (réparation des malfaçons, mise aux normes). Le CD 91 sait par ailleurs pertinemment que les locaux qu'il propose aux OS sont tout à fait inadaptés à l'activité syndicale. Il n'a pas pris la peine de les consulter sur leurs besoins réels avant de décider unilatéralement de les chasser du lieu qu'ils occupent. Le coût d'éventuels travaux pour les reloger dans les anciens locaux du SDIS 91 a été produit sans l'ombre de la moindre concertation !

Il résulte de cette absence de méthode et de dialogue le sentiment d'un réel manque de transparence : quel peut être le projet du Conseil Départemental de l'Essonne quant à l'avenir de ce bâtiment, alors même qu'il a été déclaré, en séance publique de l'Assemblée départementale, le 30 janvier 2017, que la Bourse du Travail n'était pas mise en vente ? Le seul objectif serait-il de nuire à l'activité des unions départementales des organisations syndicales ?

Nous attendons donc des réponses claires du Président du CD 91 qui doit nous recevoir personnellement dans les meilleurs délais. Nous appelons à poursuivre et amplifier la mobilisation pour nous soutenir sur l'ensemble du territoire.

Evry, le 13 février 2017

Contacts :

CGT	01 60 78 28 41 / 06 86 88 62 95
CFDT	01 60 78 32 67 / 06 21 88 18 16
FO	01 60 78 15 57 / 06 68 66 25 24
CFTC	01 60 78 10 99
CFE-CGC	01 60 78 51 49 / 06 09 24 04 64
FSU	06 73 23 34 77
UNSA	01 69 91 15 39 / 06 98 52 75 07